Les QuÃ©bÃ©cois prÃªts Ã payer plus pour prÃ©server les milieux humides

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
June 2022

Pour protÃ©ger l'Ã©tang situÃ© Ã deux pas de leur maison, la tourbiÃ¨re longeant la route Ã l'entrÃ©e de leur ville ou le marais qui accueille hÃ©rons et bruants, les QuÃ©bÃ©cois sont prÃªts Ã en faire plus. Selon une Ã©tude, l'argent qu'ils dÃ©bourseraie de leur poche pour la prÃ©servation et la restauration des milieux humides dÃ©passerait l'enveloppe qu'y consacre dÃ©jÃ QuÃ©bec. C'est ce qu'a constatÃ© la Chaire de recherche du Canada en Ã©conomie Ã©cologique, qui cherchait Ã dÃ©termine l'engagement de l'Ã‰tat Ã protÃ©ger ces milieux Ã©tait Ã la hauteur de l'intÃ©rÃªt que les QuÃ©bÃ©cois leur portent. D'aprÃ¨ rÃ©sultats, les QuÃ©bÃ©cois seraient prÃªts Ã faire un don annuel de 42,55 dollars, soit l'Ã©quivalent de 280 millions de dollar Ã un organisme environnemental local responsable de la restauration des milieux humides. Une contribution qui s'avÃ¨rerait au-delÃ de la protection offerte par la loi, note l'Ã©tude.Â "Dans la population quÃ©bÃ©coise, il y a un appÃ©tit pou protÃ©ger ces milieux", souligne JÃ©rÃ´me Dupras, titulaire de la chaire de recherche, qui y voit un changement de perception probant. "Si le mÃªme exercice avait Ã©tÃ© menÃ© il y a 20 ans, il y a fort Ã parier que les gens auraient Ã©tÃ© mo prompts Ã se manifester pour protÃ©ger ces milieux, encore moins Ã payer pour leur conservation et leur restauration", estime le professeur en Ã©conomie Ã©cologique au dÃ©partement des sciences naturelles de l'UniversitÃ© du QuÃ©bec en Outaouais. Une majoritÃ© des QuÃ©bÃ©cois d'un bout Ã l'autre de la province qui ont participÃ© Ã l'enquÃªte menÃ©e par l'entreprise LÃ©ger se sont dits prÃ©occupÃ©s par la perte des milieux humides (83 %), dont 13 % extrÃªmement prÃ©occupÃ© et 29 % trÃ¨s prÃ©occupÃ©s.

Si le ministÃ¨re de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques Ã©value que les milieux humides reprÃ©sentent 10 % du territoire quÃ©bÃ©cois, soit environ 17 millions d'hectares, ceux-ci occupaient autrefois une plus grande superficie avant d'Ãªtre mis Ã mal par le dÃ©veloppement urbain, l'exploitation forestiÃ¨re et agricole, notamment.Â "En 2005, un moratoire sur la destruction des milieux humides avait Ã©tÃ© demandÃ©, parce que plus de 80 % d'entre eux avaient Ã©tÃ© transformÃ©s dans les bassins versants des rÃ©gions mÃ©tropolitaines", explique JÃ©rÃ´me Dupra Bien que les prÃ©fÃ©rences exprimÃ©es par les rÃ©pondants soient cohÃ©rentes Ã l'Ã©chelle de la province, certaines rÃ©gi sont montrÃ©es plus investies dans la protection des milieux humides. C'est le cas des rÃ©gions les plus urbanisÃ©es, comme MontrÃ©al, LanaudiÃ¨re, les Laurentides et Laval, oÃ¹ l'on a observÃ© un plus fort consentement Ã payer.Â "Le seul consentement nul ou nÃ©gatif a Ã©tÃ© observÃ© au Saguenay-Lac-Saint-Jean. On pourrait faire l'hypothÃ¨se qu'il y a une moins grande sensibilitÃ© au sein de la population, parce qu'il y a une plus grande disponibilitÃ© de ces milieux-lÃ , ou encore que l'usage de ces milieux est moins direct pour les rÃ©sidents", estime M. Dupras. Ã€ l'inverse, les habitants des rÃ©gions oÃ¹ le dÃ©veloppement urbain s'est fait au dÃ©triment de ces milieux, qui se sont dÃ©gradÃ©s au fil des ans, ont pu Ãªtre conscientisÃ©s Ã l'importance de leur prÃ©servation.

Ce coup de sonde de la Chaire de recherche du Canada en Ã©conomie Ã©cologique tombe Ã point : les MRC (municipalitÃ©s rÃ©gionales de comtÃ©) en sont Ã Ã©laborer leurs plans rÃ©gionaux pour la protection des milieux humides, qu'elles doivent soumettre au ministÃ¨re de l'Environnement.

ValÃ©rie Boisclair -Â Radio-CanadaÂ Â